

INDUSTRIE DES ALIMENTS POUR BÉTAIL

La CEDEAO renforce l'action régionale



La CEDEAO, à travers son Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA), en collaboration avec le Ministère Fédéral du Développement de l'Élevage du Nigéria, a lancé un atelier régional de haut niveau sur le développement de l'industrie des aliments pour bétail en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

SITUATION ALIMENTAIRE MONDIALE

La FAO explique la baisse des prix des produits alimentaires



L'indice FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) des prix des produits alimentaires constitue un outil essentiel permettant de suivre l'évolution mensuelle des prix internationaux d'un panier de produits alimentaires de base.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

De nouveaux cas de grippe aviaire détectés



Des cas de grippe aviaire ont été détectés dans plusieurs fermes des États-Unis d'Amérique par le Service d'inspection de la santé animale et végétale (APHIS) du département américain de l'Agriculture.

ÉLEVAGE d'Afrique **INFO**

Pour l'élevage, la pêche et les chaînes de valeur

N°068 du Mardi 18 au Lundi 24 Novembre 2025 - Prix: 500 Fcfa **Hebdomadaire**



CÔTE D'IVOIRE / RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

Sidi Touré consolide la coopération avec l'Union européenne

INDUSTRIE DES ALIMENTS POUR BÉTAIL

La CEDEAO renforce l'action régionale

La CEDEAO, à travers son Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA), en collaboration avec le Ministère Fédéral du Développement de l'Élevage du Nigéria, a lancé un atelier régional de haut niveau sur le développement de l'industrie des aliments pour bétail en Afrique de l'Ouest et au Sahel.



L'événement de deux jours, organisé les 11 et 12 novembre 2025 à l'hôtel Sandralia, à Abuja, vise à approfondir les discussions sur la gestion de l'aflatoxine et à mobiliser le secteur privé autour des leviers essentiels pour bâtir une industrie régionale des aliments pour bétail intégrée et économiquement viable. Cette initiative traduit également l'engagement partagé des acteurs régionaux à mettre en place un réseau d'associations de producteurs d'aliments pour bétail et à établir un système harmonisé de traçabilité des aliments pour animaux en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Dans son discours d'ouverture, la Secrétaire Permanente du Ministère Fédéral du Développement de l'Élevage du Nigéria, Dr Chinyere Ijeoma Akujobi, a réaffirmé l'engagement de son pays en faveur de la coopération régionale pour le développement des chaînes de valeur de l'élevage. Elle a souligné que l'industrie des aliments pour bétail constitue l'épine dorsale de la production animale durable et un levier stratégique pour atteindre la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région. « Le Ministère fédéral reste pleinement engagé à soutenir la CEDEAO et ses partenaires dans la mise en place d'une industrie des aliments pour bétail structurée et compétitive, capable de répondre aux besoins de nos agriculteurs et de renforcer la sécurité alimentaire dans notre région », a déclaré Ima Ministre nigériane, avant d'ajouter : « L'alimentation animale est la base de systèmes d'élevage productifs et résilients, et le Nigéria est prêt à jouer pleinement son rôle. » Représentant la Commission de la CEDEAO, le Directeur Exécutif par intérim de l'ARAA,

M. Konlani Kanfitin, a souligné que l'élevage contribue de manière significative aux économies des États membres, mais que le secteur reste confronté à des défis persistants, tels que le coût élevé des intrants et la faiblesse des systèmes de régulation. Il a noté que sans une industrie efficace et inclusive des aliments pour bétail, les efforts de modernisation de la production animale demeureraient incomplets. M. Kanfitin a rappelé que la CEDEAO, à travers l'ARAA et ses partenaires, s'attaque à ces défis par le biais du projet Systèmes Agropastoraux Productifs, Résilients et Sûrs en Afrique de l'Ouest (PRISMA), cofinancé par l'Union européenne et la Coopération espagnole (AECID). Il a indiqué que ce projet a déjà produit des résultats concrets, notamment l'harmonisation des protocoles d'échantillonnage et d'analyse, des recherches avancées sur la traçabilité et les procédures d'importation d'urgence, ainsi que la mise en place de plateformes numériques pour améliorer l'accès et la distribution des aliments pour bétail. « Ces résultats démontrent que la CEDEAO et ses partenaires passent de la recherche à l'action, en transformant les preuves scientifiques en solutions régionales qui renforcent la résilience et créent des opportunités pour les agriculteurs, les jeunes et les femmes », a-t-il déclaré.

Perspectives et Recommandations

Au nom de l'Espagne et de l'Union européenne, le Coordonnateur de la Coopération espagnole (AECID) au Nigéria et auprès de la CEDEAO, M. Santiago Ormeño García, a félicité la CEDEAO et l'ARAA pour leur leadership dans la promotion de la transformation agricole régionale à travers la science et l'innovation. Il a souligné que cet atelier marque l'aboutissement de quatre années de collaboration intense entre la CEDEAO, l'AECID et les États membres, visant à bâtir un système d'alimentation animale traçable, standardisé et durable pour l'Afrique de l'Ouest. « Cet atelier illustre la force de la coopération régionale », a affirmé M. Ormeño García. « Il reflète notre ambition commune de rendre le secteur de l'élevage plus sûr, plus productif et plus inclusif. La collaboration entre la CEDEAO, l'AECID et les États membres montre que l'intégration régionale peut produire des résultats concrets pour les producteurs de la région. » Apportant une perspective scientifique, le chercheur à l'Université Polytechnique de Madrid et au Centre de Recherche pour la Gestion des Risques Agricoles et Environnementaux (CEIGRAM), Dr Fernando Escribano, a souligné que l'initiative PRISMA repose sur des données probantes,

des partenariats solides et une responsabilité partagée. Il a rappelé que cet atelier s'appuie sur les engagements pris à Abidjan, en Côte d'Ivoire, en 2024, pour la mise en place d'un système régional de traçabilité des aliments pour animaux, et que la session d'Abuja marque une nouvelle étape à travers l'harmonisation, la mise en réseau des laboratoires et le partage des données. Un moment fort des délibérations techniques a été l'intervention du chercheur principal de l'Institut d'Économie Rurale (IER – Mali), Dr Seydou Sidibé, qui a présenté les derniers résultats sur la gestion et le contrôle de l'aflatoxine dans le cadre du projet PRISMA. Il a annoncé que les laboratoires du Mali sont désormais pleinement équipés pour effectuer des tests rapides de détection de l'aflatoxine dans les aliments et de l'aflatoxine M1 dans le lait, marquant ainsi une avancée majeure pour la sécurité des aliments pour bétail dans la région. « Nous sommes désormais capables d'effectuer des tests rapides de détection de l'aflatoxine dans les aliments et du M1 dans le lait », a-t-il indiqué. « Notre expérience prouve que le modèle PRISMA peut renforcer les capacités des laboratoires et favoriser la production d'aliments sains et exempts d'aflatoxine. D'autres pays devraient s'inspirer de cette expérience pour garantir la sécurité alimentaire humaine

et animale », a poursuivi Dr Seydou Sidibé. Il a révélé que, parmi les 318 échantillons d'aliments pour bétail analysés, seulement 20 % présentaient une contamination, tandis que 90 % des échantillons de lait dépassaient les limites acceptables. Il a recommandé un renforcement de la collaboration entre laboratoires et chercheurs pour retracer les sources de contamination, améliorer les échanges de données et développer des cadres harmonisés de contrôle de la qualité entre les États membres de la CEDEAO.

Consolider la vision de la CEDEAO

Cet atelier de haut niveau marque un tournant dans la gouvernance du secteur des aliments pour bétail. Il consolide quatre années de recherche régionale, de résultats de terrain et de dialogue politique en une feuille de route cohérente pour la sécurité alimentaire, l'intégration des marchés et la croissance durable. Les discussions et recommandations issues de cette rencontre alimenteront directement l'Atelier de Dialogue Politique sur la Valorisation des Résultats du PRISMA dans les Priorités Agricoles Régionales, prévu du 13 au 14 novembre 2025, également à Abuja. Pour les populations d'Afrique de l'Ouest, ce processus représente bien plus qu'un dialogue technique : il incarne une promesse de changement. Une industrie des aliments pour bétail renforcée permettra d'améliorer la productivité de l'élevage, de réduire les risques de contamination et de créer de nouvelles opportunités d'emploi, en particulier pour les femmes et les jeunes dans les chaînes de valeur agropastorales. Les participants ont également souligné que le réseau émergent des associations de producteurs d'aliments pour bétail devrait être dirigé par le secteur privé afin de garantir la durabilité, la compétitivité et l'appropriation régionale à long terme. Cette dynamique renforcera le commerce transfrontalier et consolidera la vision de la CEDEAO d'une région intégrée, autosuffisante et sûre sur le plan alimentaire, où l'innovation est au service des populations.

Par André SELFLOUR
avec Aara.org

CÔTE D'IVOIRE / AQUACULTURE

Des éleveurs formés aux techniques de production de masse de tilapia mâle

Daloa, ville située dans le Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire, a accueilli les 6 et 7 novembre 2025, la formation de quinze aquaculteurs sur les techniques de production de masse de tilapia mâle.



Cette formation qui s'inscrit dans le cadre de la deuxième phase du programme Technologies pour la transformation de l'agriculture en Afrique (TAAT-2), est une initiative de la Banque africaine de développement (BAD), selon l'AIP. Elle vise à renforcer la productivité agricole et la sécurité alimentaire sur le continent. Cette session a été organisée à la fois en salle et sur la ferme aquacole « Général Agro Côte d'Ivoire » de Ouattara Yessorifiala, et a

permis aux participants, issus de différentes localités du pays, de renforcer leur connaissance des systèmes d'élevage du tilapia et des pratiques de gestion d'une ferme piscicole. La formation s'est déroulée à travers plusieurs modules dont, analyse de la qualité de l'eau des étangs (mesures du pH, de la température et du taux d'am-

moniac), de préparation d'aliment piscicole et d'inversion hormonale (transformation de tous les alevins en tilapias mâles pour leur croissance plus rapide que les femelles). Grâce à TAAT-2, inscrit dans sa stratégie Feed Africa dans le but de faire de l'Afrique un exportateur de produits alimentaires d'ici 2025, la BAD veut renforcer les chaînes de

valeur agricole et promouvoir une agriculture résiliente au changement climatique grâce à la mise à l'échelle de pratiques et de technologies modernes éprouvées comme l'utilisation de variétés améliorées, de semences de qualité ainsi que d'outils et de techniques modernes de production. En effet, ce pro-

gramme s'attache à développer la production de semences de tilapia et de poissons-chats, à réduire le coût des aliments pour poisson et à améliorer les techniques d'élevage dans le domaine spécifique de l'aquaculture, à travers sa composante « Compact fish ».

Par Sandrine KOUADJO

ÉLEVAGE

Le Gabon mise sur la formation pour relancer sa filière avicole



Dépendant essentiellement des importations pour satisfaire sa demande en viande de volaille, le Gabon entend renverser la tendance en misant sur le développement de la filière avicole locale. Le pays a lancé un vaste programme de formation de 40 000 professionnels du secteur avicole d'ici 2027. L'annonce a été faite lors de l'émission Gouv'actu Le Mag, diffusée le 9 novembre 2025. L'objectif est de réduire les importations de poulets de chair, estimées à plus de 60 milliards de francs CFA par an, selon plusieurs médias locaux. Ce programme, récemment lancé à l'Institut gabonais d'appui au développement (IGAD), vise à maîtriser l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment la production de maïs et de soja pour l'alimentation animale, l'élevage de poulets de chair, l'abattage, la transformation, la mise en place d'une chaîne du froid, commercialisation et gestion coopérative. Cette initiative d'industrialisation de la filière avicole poursuit un double objectif, renforcer la sécurité alimentaire et créer des milliers d'emplois. Sa mise en œuvre s'accompagne de la signature de plusieurs partenariats, dont un mémorandum d'entente avec le groupe Graine International pour le développement d'unités avicoles intégrées combinant agriculture et élevage. Un accord a également été conclu avec le groupe algérien Graine International pour la création de sept fermes d'élevage, d'un couvoir et d'un abattoir industriel capables de produire plus de 72 000 tonnes de viande de poulet par an d'ici 2027. Selon le média Eco Matin, ce projet mobilisera un investissement total de 47 milliards de francs CFA (environ 83 millions de dollars). Le Gabon, qui se classe troisième consommateur africain de produits surgelés, derrière le Bénin (28 %) et le Congo (13 %), selon les chiffres de l'ONG française Oxfam, avait déjà annoncé l'interdiction des importations de poulets de chair à partir de 2027. Une mesure qui s'inscrit dans la même dynamique de promotion de la production locale et de souveraineté alimentaire.

Par S.K.

EXPORTATION DES PRODUITS DE MER

La Guinée et la Turquie accentuent leur coopération halieutique

Dans le cadre du renforcement de la coopération halieutique et dans l'optique d'explorer les opportunités de coopération bilatérale, notamment dans le domaine des exportations des produits de mer vers la Turquie, le Ministre de la Pêche et de l'Economie Maritime de Guinée, Fassou Thea, a accordé récemment une audience au Conseiller commercial à l'Ambassade de Turquie en République de Guinée Enes Akel. Selon une note du Département Ministériel, le Ministre a exposé les priorités stratégiques du Département, en quête de partenaires techniques et financiers. Il a notamment souligné la nécessité de construire un port de pêche industriel pour accueillir des navires de grande capacité, l'intérêt de capitaliser sur l'expérience turque acquise lors du Forum Mondial de la Pêche de Saint-Petersbourg, en particulier pour le développement de l'aquaculture guinéenne



confrontée à un déficit d'intrants, L'urgence d'aménager les ports de pêche artisanale, dont 225 sur 235 débarcadères nécessitent des interventions ainsi que La construction d'un port touristique dans le cadre du projet Simandou, porté par Rio Tinto. M. Akel, a, à son tour exprimé son engagement à redynamiser les échanges commerciaux entre la Guinée et la Turquie. Il a rappelé que les exportations guinéennes vers la Turquie ont atteint 50 milliards de dollars en 2024, dont 90% issus du secteur halieutique. Il a également

évoqué les discussions entamées avec le groupe Albayrak, intéressé par des partenariats dans le secteur. Souhaitant accroître le volume des exportations, le Conseiller économique à l'Ambassade de Turquie a formulé une doléance pour faciliter l'octroi de permis de pêche aux navires turcs, en vue de développer une chaîne industrielle complète : de la capture à l'exportation. Il a réaffirmé la volonté de son pays d'accompagner la Guinée dans la réalisation de ses priorités halieutiques.

Par MYNA

CÔTE D'IVOIRE / RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

Sidi Touré consolide la coopération avec l'Union européenne

Le Ministre ivoirien des Ressources Animales et Halieutiques, Sidi Tiémoko Touré, a reçu lundi 10 novembre 2025 à Abidjan, SEM Irchad Razaaly, Ambassadeur de l'Union européenne auprès de la République de Côte d'Ivoire.

Les deux personnalités ont échangé sur les perspectives de coopération dans les domaines de la pêche et de l'élevage, considérés comme des leviers majeurs du développement économique durable de la Côte d'Ivoire. Le Ministre ivoirien et son hôte ont parlé d'échanges axés sur la durabilité et la croissance. La rencontre a permis aux deux parties d'aborder plusieurs sujets d'intérêt commun, notamment la modernisation du secteur halieutique, le renforcement des



capacités dans la filière élevage et la durabilité des chaînes de valeur. Le Ministre Sidi Touré a souligné la nécessité d'une approche intégrée permettant de concilier performance économique et préservation des écosystèmes. « Nos secteurs halieutique et animalier jouent un

rôle central dans la sécurité alimentaire et la création d'emplois », a-t-il rappelé.

Partenariat exemplaire avec l'Union européenne

Le Ministre des Ressources Animales et Halieutiques de

Côte d'Ivoire a également salué la qualité du partenariat entre la Côte d'Ivoire et l'Union européenne, collaboration marquée par de nombreux programmes de soutien technique et financier. Sidi Touré a exprimé sa reconnaissance à l'Ambassadeur Irchad Razaaly pour son

engagement continu en faveur d'une coopération « mutuellement bénéfique et orientée vers les résultats ». Les deux personnalités ont échangé notamment sur le secteur halieutique et l'élevage. Les discussions ont mis en lumière l'impact de ces domaines sur les chaînes de valeur et sur l'environnement. L'Ambassadeur de l'Union Européenne a réaffirmé sa volonté de poursuivre et d'approfondir la coopération avec la Côte d'Ivoire. L'Union européenne, partenaire historique du développement rural et agricole ivoirien, pourrait intensifier son appui dans les domaines de la transformation des produits halieutiques, de la traçabilité, et de la gestion durable des ressources naturelles. Les deux personnalités ont convenu de poursuivre leurs échanges afin de traduire ces engagements en projets concrets sur le terrain.

Par André SELFLOUR

AGROÉCOLOGIE

Quand l'élevage et les cultures s'unissent pour bâtir une agriculture durable

Face aux défis mondiaux tels que la crise climatique, la dégradation des écosystèmes et le besoin de garantir la sécurité alimentaire, l'agroécologie se présente comme une alternative prometteuse. Dans le domaine de l'élevage, cette approche prône l'intégration harmonieuse des animaux et des plantes au sein de systèmes agricoles durables, en valorisant les processus naturels plutôt que la dépendance aux intrants chimiques et aux aliments importés. Cette approche implique la création des synergies bénéfiques, notamment l'utilisation des excréments comme engrais et des plantes pour nourrir les animaux, tout en adaptant les races et les pratiques au contexte local pour améliorer la résilience, la productivité et le bien-être animal. Elle



repose sur plusieurs principes fondamentaux :

- Intégration agriculture-élevage : instaurer un cycle vertueux où les résidus de culture nourrissent les animaux et où leurs déjections fertilisent les sols.

- Utilisation des ressources

locales : privilégier les prairies naturelles et les sous-produits végétaux, réduisant ainsi la dépendance aux aliments importés.

- Adaptation des races et des pratiques : choisir des races rustiques, adaptées au milieu, et mettre en œuvre des pra-

tiques comme le pâturage tournant pour préserver les sols et la santé animale.

- Valorisation de la biodiversité : encourager la diversité végétale et animale pour accroître la résilience du système face aux aléas climatiques.

·Intégration des savoirs : conjuguer les connaissances traditionnelles des éleveurs avec les avancées scientifiques afin de concevoir des systèmes à la fois efficaces et durables.

L'association de l'élevage et des cultures offre de nombreux avantages à savoir, une réduction de l'empreinte environnementale, une meilleure gestion des ressources, une productivité accrue, un bien-être animal renforcé et une plus grande autonomie des exploitations.

En somme, l'agroécologie propose une vision intégrée de l'agriculture, où chaque élément du système contribue à l'équilibre global et à la durabilité des productions.

Par
Sandrine KOUADJO

MAROC / ÉCONOMIE BLEUE

L'aquaculture, moteur de croissance et d'emploi

Le Maroc s'engage résolument dans le développement de son économie bleue, en misant sur l'aquaculture comme levier majeur de croissance durable, de création d'emplois et de résilience face au changement climatique.

Grâce à un littoral de plus de 3 500 km, à la richesse de ses écosystèmes marins et à une demande nationale et mondiale croissante en produits de la mer, le pays dispose d'un potentiel aquacole considérable. Toutefois, la production actuelle, estimée à 3 600 tonnes, reste très en deçà des capacités du Royaume. C'est pourquoi les autorités ambitionnent d'atteindre 300 000 tonnes de production aquacole et 30 000 emplois au cours de la décennie à venir, un objectif appuyé par des investissements publics et privés, ainsi que par l'accompagnement du Groupe de la Banque mondiale. Le développement du secteur bénéficie d'une stratégie nationale structurée. Une large diversité d'espèces est déjà produite : poissons, palourdes, moules, huîtres, algues et crevettes. Le Maroc a également identifié les zones aquacoles les plus adaptées, modernisé son cadre réglementaire et renforcé son ouverture commerciale, permettant une meilleure intégration aux marchés internationaux des produits de la mer. Actuellement, 322 exploitations agréées portent le potentiel théorique de production à plus de 124 000 tonnes par an. Cette dynamique intervient dans un contexte où la consommation nationale de produits de la mer augmente régulièrement en raison de la croissance démographique et de la prise de conscience des bénéfices nutritionnels du poisson. Sur le plan économique, les investissements attendus dépassent le milliard de dollars, faisant de l'aquaculture un pilier stratégique pour réduire les importations, stabiliser l'offre locale et renforcer la souveraineté alimentaire.



L'avenir bleu du Maroc

Le Groupe de la Banque mondiale joue un rôle clé dans cette transformation. Son soutien s'articule autour d'un Programme pour les résultats de 350 millions de dollars, complété par 5 millions de dollars du fonds PROBLUE. Ces financements ont déjà permis des avancées dans la gestion durable des ressources marines, la restauration des écosystèmes côtiers, notamment les dunes et les forêts littorales, ainsi que dans la protection des populations face aux risques d'inondation et d'érosion. Parallèlement, la deuxième phase du Programme sur l'économie bleue en Afrique du Nord apporte un appui technique renforcé à l'Agence nationale pour le développement de l'aquaculture (ANDA). Celui-ci inclut des analyses sectorielles approfondies, une méthodologie détaillée de sélection des sites aquacoles, des formations sur l'élevage durable de crevettes, ainsi qu'une feuille de route pour

accélérer l'essor de l'algoculture. Ces initiatives facilitent la structuration de chaînes de valeur plus résilientes et attractives pour les investisseurs privés. Des entreprises marocaines commencent d'ailleurs à démontrer le potentiel du secteur. VitaminSea Maroc est l'un des projets phares soutenus par la Banque mondiale. La ferme produit aujourd'hui 60 tonnes de crevettes par an, destinées exclusivement au marché local. Son objectif, avec l'appui financier nécessaire, est de multiplier cette production par cinq pour atteindre 300 tonnes. Bien que l'entreprise importe encore ses larves des États-Unis, elle prévoit la création d'une unité de production intégrée au Maroc, renforçant ainsi l'autonomie et la compétitivité de la filière.

L'aquaculture, moteur de croissance et d'emploi

L'algoculture s'impose également comme une composante essentielle de la stratégie aquacole marocaine. Les algues ne représentent pas

seulement une ressource alimentaire, mais entrent dans la fabrication de produits cosmétiques, pharmaceutiques, textiles, énergétiques ou encore agricoles. Le pays voit émerger de nouveaux partenariats entre start-ups et universités afin d'explorer les innovations basées sur les algues. SETEXAM, entreprise familiale spécialisée dans la production d'algues depuis 1960, en est un exemple notable. Grâce au Programme pour les résultats, elle modernise ses opérations, explore le commerce électronique et prévoit d'accroître sa production pour répondre à une demande croissante. Malgré ces progrès, plusieurs défis subsistent. Le manque d'infrastructures de base — couvoirs, unités d'aliments, chaînes frigorifiques, plateformes de transformation — limite encore la montée en puissance du secteur. Le Maroc doit également renforcer ses capacités humaines et technologiques pour soutenir la croissance rapide envisagée. Toutefois, les réformes réglementaires engagées, la mobilisation d'investissements

et l'appui des partenaires internationaux témoignent d'une volonté claire de surmonter ces obstacles. Au niveau mondial, l'aquaculture a produit 71 millions de tonnes en 2022, ce qui confirme la tendance d'un marché en pleine expansion. Le Maroc, même avec des ambitions plus modestes, se positionne pour capter une partie de ces opportunités, grâce à ses ressources naturelles, son cadre réformé et ses partenariats stratégiques.

En définitive, l'économie bleue marocaine n'est plus seulement une vision, mais une réalité en construction. Avec un engagement politique affirmé, des investissements ciblés et des projets innovants, le Maroc est en voie de devenir un acteur régional majeur de l'aquaculture, capable de générer des emplois, d'accroître les exportations et de protéger ses écosystèmes marins. Des algues aux crevettes, le Royaume transforme son océan en un moteur durable de prospérité et de résilience pour les générations futures.

Source : Banque Mondiale

SITUATION ALIMENTAIRE MONDIALE

La FAO explique la baisse des prix des produits alimentaires

L'indice FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) des prix des produits alimentaires constitue un outil essentiel permettant de suivre l'évolution mensuelle des prix internationaux d'un panier de produits alimentaires de base.

Élaboré à partir de cinq grandes catégories – céréales, huiles végétales, produits laitiers, viande et sucre –, il repose sur une moyenne pondérée reflétant la valeur moyenne des exportations mondiales pour la période 2014-2016. En 2020, la FAO a révisé sa méthodologie afin d'intégrer un panier de produits plus large et de mettre à jour la période de référence, garantissant ainsi une mesure plus fidèle des tendances actuelles des marchés mondiaux. L'indice constitue aujourd'hui un baromètre privilégié pour comprendre la dynamique de l'offre, de la demande et des facteurs géopolitiques influençant les prix alimentaires dans le monde.

Une baisse généralisée en octobre 2025, malgré la hausse des huiles végétales

En octobre 2025, l'indice FAO s'est établi à 126,4 points, enregistrant une baisse de 1,6 % par rapport à septembre. Il s'agit de la deuxième diminution mensuelle consécutive. Malgré la hausse de l'indice des huiles végétales, ce recul global est dû à la baisse des prix des céréales, des produits laitiers, de la viande et du sucre. Comparé à octobre 2024, l'indice demeure légèrement inférieur, et surtout, il reste nettement en dessous du pic exceptionnel atteint en mars 2022, au début de la guerre en Ukraine, avec un écart de plus de 33 points, soit 21 %.

Céréales : baisse généralisée sous l'effet d'une offre abondante

L'indice des prix des céréales est tombé à 103,6 points en



octobre, soit un recul de 1,3 % sur un mois et de près de 10 % sur un an. Toutes les principales céréales ont suivi la même tendance baissière.

- Blé : baisse de 1 %, principalement favorisée par une offre mondiale abondante. Les récoltes dans l'hémisphère Sud affichent de bonnes perspectives, tandis que les semis de blé d'hiver progressent normalement dans l'hémisphère Nord.

- Céréales secondaires (maïs, orge, sorgho) : diminution de 1,1 %, en raison d'une offre ample. Toutefois, quelques facteurs ont limité la baisse, notamment la diminution potentielle des rendements du maïs dans l'Union européenne et aux États-Unis, ainsi que de nouveaux accords commerciaux conclus entre la Chine et les États-Unis.

- Riz : baisse notable de 2,5 % sous l'effet d'une concurrence accrue entre les pays exportateurs et du lancement des récoltes principales dans l'hémisphère Nord.

Huiles végétales : seul groupe en hausse, porté par un resserrement de l'offre

L'indice des prix des huiles végétales a augmenté de 0,9 % pour atteindre 169,4 points,

son plus haut niveau depuis juillet 2022. Toutes les principales huiles ont contribué à cette hausse :

- Huile de palme : légère remontée après une baisse en septembre, soutenue par les perspectives de réduction des exportations en Indonésie, qui prévoit d'augmenter le taux d'incorporation de biodiesel en 2026.

- Huile de tournesol : hausse continue pour le quatrième mois consécutif, due à une baisse de l'offre en mer Noire, notamment en raison de retards dans les récoltes et de la prudence des agriculteurs à vendre.

- Huiles de colza et de soja : progression des prix liée à une offre limitée dans l'Union européenne pour le colza et à une forte demande intérieure au Brésil et aux États-Unis pour l'huile de soja. Viande : recul après huit mois de hausse, sauf pour le bœuf. L'indice de la viande a chuté de 2 % en octobre pour s'établir à 125 points. Malgré cette baisse, il reste supérieur de près de 5 % à son niveau d'octobre 2024.

- Porc : forte baisse en raison d'une offre mondiale abondante. Les exportateurs de l'Union européenne ont subi une pression supplémentaire due à la réduction des impor-

tations chinoises, conséquence de nouveaux droits de douane.

- Volaille : contraction marquée des prix, notamment au Brésil. Les restrictions imposées par la Chine en raison de la grippe aviaire ont détourné les exportations brésiliennes vers des marchés moins rémunérateurs.

- Ovins : recul, en particulier en Australie, où l'offre s'est fortement accrue.

- Bovins : seul segment en hausse, tiré par une forte demande mondiale et la hausse des prix australiens.

Produits laitiers : quatrième baisse consécutive

L'indice des prix des produits laitiers a atteint 142,2 points, soit une baisse de 3,4 % sur un mois. Malgré cette tendance négative, il demeure légèrement supérieur à son niveau d'un an auparavant. Tous les sous-indices ont reculé :

- Beurre : baisse de 6,5 %, pénalisée par des disponibilités abondantes en Union européenne et en Nouvelle-Zélande, et une demande asiatique en retrait.

- Lait entier en poudre : recul de 6 %, en raison d'une demande importatrice faible et

d'une forte concurrence entre exportateurs.

- Lait écrémé en poudre : baisse de 4 %.

- Fromage : légère baisse de 1,5 %, atténuée par une hausse des prix en Océanie, sous l'effet d'une demande asiatique robuste et d'un resserrement de l'offre régionale. Sucre : nouvelle forte baisse, avec un plus bas depuis 2020. L'indice du sucre a reculé de 5,3 % en octobre, tombant à 94,1 points, son niveau le plus bas depuis décembre 2020. Sur un an, la diminution atteint 27 %.

Plusieurs facteurs expliquent cette chute :

- Production abondante au Brésil : conditions météorologiques favorables dans le Sud du pays ont permis d'accroître le rythme de broyage de la canne.

- Perspectives positives en Inde et en Thaïlande : le début des opérations de concassage laisse entrevoir une hausse des volumes.

- Baisse du pétrole brut : elle réduit l'intérêt pour la transformation du sucre en éthanol, accentuant la pression à la baisse sur les prix.

Source : FAO

ÉLEVAGE

L'Australie va soutenir la formation des chercheurs africains et asiatiques

L'Australie s'est associée à l'Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI) pour soutenir la formation de chercheurs des pays en développement afin de promouvoir une production animale durable.



L'accord de partenariat, annoncé, récemment, lors de la conférence TropAg à Brisbane, vise à renforcer les capacités nationales au Vietnam, au Laos, au Cambodge, en Éthiopie, en Tanzanie et au Kenya. Il s'agit de pays qui possèdent d'importants secteurs d'élevage, actuellement freinés par une faible efficacité et de plus en plus vulnérables aux phénomènes climatiques extrêmes. Ce partenariat d'un million de dollars australiens, qui a sélectionné plus d'une douzaine de boursiers dans le cadre d'un processus de sélection compétitif, vise à améliorer les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire et à réduire la pauvreté parmi les populations des pays en développement grâce à la recherche pour une utilisation plus efficace et plus durable du bétail. Le Centre australien de recherche agricole internationale (ACIAR) supervisera le partenariat pour le gouvernement australien, en collaboration avec l'ILRI et le pôle Biosciences Afrique orientale et centrale Beca-ILRI, afin de soutenir la mise en place du programme de bourses et de certificats d'études supérieures Africa-Asia Biosciences Challenge Funds (AABCF). Le programme comprendra des

bourses et des séjours de courte durée pour combler les lacunes en matière de main-d'œuvre et appliquer des connaissances pratiques dans les institutions locales de recherche et d'éducation pour les chercheurs en début et en milieu de carrière (EMCR) et le personnel technique comme voie d'accès à des qualifications avancées. « Les partenariats et le renforcement des capacités sont essentiels pour avoir un impact durable », a déclaré le Dr Suzie Newman, directrice générale d'ACIAR. « Nous sommes heureux de nous associer à l'ILRI pour renforcer notre engagement dans la lutte contre ces problèmes mondiaux communs, en mettant l'accent sur le développement des capacités de soutien aux initiatives de recherche sur l'élevage résilientes au climat et menées localement. » Ce partenariat comprendra également le lancement d'un programme de doctorat axé sur les solutions climatiques pour les systèmes d'élevage tropicaux, subtropicaux et intensifs, les exploitations laitières et les systèmes agricoles mixtes, en collabora-

tion avec l'ILRI et des institutions australiennes, notamment l'Université du Queensland et l'Université de Melbourne. « Nous sommes ravis d'être partenaires du Commonwealth d'Australie, représenté par l'ACIAR », a déclaré le professeur Appolinaire Djikeng, directeur général de l'ILRI. Il a ajouté qu'à l'heure où l'aide et l'assistance internationales diminuent, l'Australie a fait preuve de leadership et d'engagement en faveur du développement durable. « Nous savons que dans certaines régions du Sud global, la croissance économique issue de l'agriculture est jusqu'à 11 fois plus efficace pour réduire la pauvreté que tout autre secteur », a-t-il poursuivi, avant de préciser : « L'élevage joue un rôle fondamental dans les économies et les cultures des pays en développement et, en renforçant les compétences des chercheurs, ce partenariat contribuera à optimiser ce secteur crucial face aux changements climatiques. »

Accroître les capacités dans six pays

d'Afrique et d'Asie du Sud-Est

Djikeng a indiqué que pour l'ILRI, cette alliance permet de relier nos partenaires en Afrique et en Asie aux dernières technologies et avancées en biosciences afin d'améliorer la productivité de l'élevage, avec les avantages collatéraux de la réduction des émissions et de la résilience face aux changements climatiques. Pour sa part, le professeur Tim Mahony de l'Université du Queensland a estimé que l'objectif est d'accroître les capacités dans six pays d'Afrique et d'Asie du Sud-Est en constituant un groupe de chercheurs formés, qui pourront tirer des enseignements de nos succès dans le climat australien rigoureux. « La plupart de ces pays connaissent un environnement de production difficile, semblable à celui des troupeaux du nord de l'Australie. Nous nous concentrons donc sur la sélection et l'amélioration de la productivité du bétail et sur le développement de ces capacités au niveau national », a-t-il dit. Surinder Singh Chauhan, professeur associé à l'Université de Melbourne, s'est dit ravi de contribuer à faire progresser cette alliance, en travaillant avec l'ILRI, l'UQ et des partenaires locaux pour former la prochaine génération d'experts en élevage intelligent face au climat et en systèmes agricoles mixtes. « Ensemble, nous concevons conjointement des programmes de renforcement des capacités pratiques et adaptés aux réalités locales afin de consolider la résilience climatique et l'agriculture du-

nable en Afrique de l'Est et en Asie du Sud-Est », a-t-il annoncé.

Des chercheurs de l'Université de Melbourne et de l'UQ organiseront un atelier d'une semaine à Nairobi en janvier 2026, suivi d'ateliers à Hanoi, au Vietnam, pour les boursiers d'Asie du Sud-Est. L'Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI) œuvre à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à réduire la pauvreté dans les pays en développement grâce à la recherche sur une utilisation efficace, sûre et durable du bétail.

L'ILRI est membre du Système CGIAR, un partenariat mondial de recherche pour un avenir où la sécurité alimentaire est assurée. L'ACIAR est l'agence australienne spécialisée dans la recherche agricole internationale pour le développement. Sa mission est de parvenir à des systèmes agricoles plus productifs et durables, au bénéfice des pays partenaires des régions indo-pacifique et africaine, ainsi que de l'Australie, grâce à des partenariats internationaux de recherche agricole.

Source : qaafi.uq.edu

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

De nouveaux cas de grippe aviaire détectés

Des cas de grippe aviaire ont été détectés dans plusieurs fermes des États-Unis d'Amérique par le Service d'inspection de la santé animale et végétale (APHIS) du département américain de l'Agriculture. Ce sont 7 nouveaux cas de grippe aviaire qui ont été signalés dans des élevages de volailles commerciaux, dont trois dans le comté de Lagrange, dans l'Indiana, qui a enregistré six cas importants chez les volailles depuis la fin du mois d'octobre. L'APHIS a déclaré que deux élevages commerciaux de canards de chair du comté de Lagrange, comptant respectivement 8 400 et 8 300 oiseaux, ont été touchés par la grippe aviaire, de même qu'un élevage commercial de poules pondeuses d'œufs de consommation comptant 18 300 oiseaux. Dans le comté d'Allegan, au Michigan, un élevage de dindes de chair comptant 35 600 volailles a également été touché par la grippe aviaire. L'APHIS a également constaté des cas d'infection dans des élevages familiaux en Californie, en Oregon et en Virginie. Au cours des 30 derniers jours, les autorités ont confirmé la présence de grippe aviaire hautement pathogène dans 31 élevages commerciaux et 31 élevages familiaux aux États-Unis. L'Indiana, le Michigan et le Minnesota sont les États les plus touchés, et au moins 1,65 million d'oiseaux ont été infectés à l'échelle nationale.

MYNA avec Cidrap.



ÉLEVAGE
d'Afrique INFO

SOCIÉTÉ EDITRICE:

MOAHE COMMUNICATION
Tel: +225 27 22 23 87 66
Cel: +225 05 06 91 97 36

moahcommunication@gmail.com

SIÈGE SOCIAL:

Abidjan Cocody Angré 7è
Tranche îlot M 1001 logements

GÉRANT & DIRECTEUR
DE PUBLICATION:

Charles Lambert TRA BI
+225 07 07 87 98 43
+225 01 01 04 50 00

DIRECTEUR
DES RÉDACTIONS:

OUATTARA Dit Vali
+225 07 07 20 44 47

RÉDACTEUR EN CHEF:

André SELFOUR
+225 07 77 00 77 16

SERVICE COMMERCIAL:

+225 01 52 83 72 72

MAQUETTISTE:

Consty HENNEKA
hennekaco@gmail.com

RÉCÉPISSÉ DU PROCUREUR
DE LA RÉPUBLIQUE:

N° 021 du 1er août 2024

TIRAGE: 1500 exemplaires

IMPRESSION:
HOODA GRAPHICS



MIRAH
Ministère des Ressources
Animales et Halieutiques



PROJET DE RENFORCEMENT DE LA FILIÈRE AVICOLE (PRO-AVICOLE)

Ce projet a pour objectif d'améliorer
les performances de la filière avicole.

Coût: 76,331 milliards de FCFA

Durée: 5 ans